

# Le rapport de Vincent Perdonnet, commissaire pour le gouvernement helvétique, sur sa mission en Valais (mai 1798)

publié par Michel SALAMIN

Les Archives fédérales à Berne conservent un rapport que Vincent Perdonnet, commissaire du gouvernement helvétique en Valais durant l'insurrection du mois de mai 1798, adressa au Directoire au retour de sa mission. C'est un document de treize pages in-folio que paraissent avoir ignoré les historiens, à l'exception de L. Mogeon<sup>1</sup>.

Notre intention se borne à publier ce rapport, à l'expliquer sommairement et à le faire suivre, en annexes, de quelques pièces qui en complèteront certains aspects<sup>2</sup>. Il appartiendra à d'autres chercheurs — c'est du moins notre souhait — d'utiliser ces matériaux que nous versons au dossier de la première insurrection du Valais contre le régime helvétique.

Dès que la constitution de Pierre Ochs est acceptée par les communes valaisannes durant la première quinzaine du mois d'avril 1798, l'assemblée électorale se réunit à Sion, le 26 avril. La plupart des députés du Haut-Valais ne s'y rendent pas. Mangourit les exhorte, sous menace d'une exécution militaire contre leurs dizains, à se joindre à leurs collègues. Peu à peu l'assemblée comble ses rangs et, le 1<sup>er</sup> mai, elle ouvre officiellement sa session que le soulèvement du Haut-Valais interrompt avant qu'elle ait achevé les nominations qui lui incombent.

<sup>1</sup> Celui-ci s'en est servi pour écrire, dans les numéros 35, 36 et 37, des 2, 9 et 16 septembre 1922, du *Conteur vaudois*, un article intitulé *Vincent Perdonnet*; travail de lecture aisée mais de facture hâtive, il se présente sans prétention scientifique.

<sup>2</sup> Nous nous contentons de moderniser l'orthographe et la ponctuation de ces textes; nous n'identifions pas les personnages qui le sont déjà dans notre ouvrage *Histoire politique du Valais sous la République helvétique*, dans *Vallesia*, t. XII, 1957, index, pp. 257-276; on y trouvera aussi quelques indications sur Vincent Perdonnet (1768-1850), p. 95, note 5.

Pris de peur, Mangourit s'enfuit à St-Maurice tandis que l'assemblée électorale, avant de prononcer sa dissolution, le 6 mai, députe une délégation auprès des insurgés afin de mettre pacifiquement un terme au mouvement insurrectionnel. Vaine délégation qui ne va guère au-delà de Glarey, en amont de Sierre, et que disperse la progression des insurgés<sup>3</sup>.

De St-Maurice, Mangourit réclame de nombreux secours au canton du Léman. Il obtient deux bataillons, ceux de Blanchenay-Bridel et de Bergier<sup>4</sup>. Les autorités lémaniques secondent avec zèle le résident Mangourit tant elles craignent que l'insurrection ne gagne leur canton<sup>5</sup>.

Vincent Perdonnet, administrateur de trente ans, délégué, le 8 mai, par le préfet national du canton du Léman, Henri Polier, « en qualité de commissaire du pouvoir exécutif »<sup>6</sup>, accompagne les troupes vaudoises. Le 11 mai, Perdonnet, revenu du Valais, la veille, y retourne avec le titre de « commissaire national »<sup>7</sup>. Le 15 mai, ses pouvoirs sont confirmés « dans toute leur étendue » car Polier estime « que la présence d'un Helvétien ferme et décidé à faire triompher la cause de l'humanité et de la fraternité sur celle de la cruauté et autres rigueurs peut produire un très heureux effet »<sup>8</sup>. Pour l'instant, ces pouvoirs ne sont que provisoires. Le 19 mai seulement, le Directoire les confirme et il investit Perdonnet du titre de « commissaire helvétique ». Vincent Perdonnet se trouve alors à Sion d'où il s'apprête à rentrer dans son pays. A son arrivée à Vevey, il prend connaissance de sa nomination officielle. Il n'en veut pas. Ses rêves de restaurateur de la liberté en Valais se sont évanouis en moins d'un mois.

Il n'y a rien d'étonnant à cela pour qui a la patience de lire la correspondance de cette époque. La physionomie de Perdonnet y apparaît dans une constante évolution. Au début, l'homme qui croit en Mangourit et qui, du Valais, a fait « sa chose » envisage avec calme la possibilité de faire « périr quelques centaines d'hommes »<sup>9</sup> pour inspirer la terreur aux insur-

<sup>3</sup> Le procès-verbal de cette députation, daté du 22 mai 1798, se trouve aux Archives cantonales du Valais (= AV), dans le fonds de Rivaz (= Rz), 74/21/1.

<sup>4</sup> L. Mogeon, *Les milices vaudoises de la Révolution de 1798*, dans *Revue historique vaudoise*, 1924, p. 342.

<sup>5</sup> Berne, Archives fédérales, fonds de l'Helvétique (= AF), vol. 895, pp. 35-36, Polier au Directoire, du 8 mai 1798.

<sup>6</sup> *Ibidem*, pp. 131-132, décret de Polier, du 15 mai 1798.

<sup>7</sup> Lausanne, Archives cantonales, HC 49, vol. 1, fol. 25, Polier au Directoire du 11 mai 1798.

<sup>8</sup> AF, vol. 895, pp. 127-130, du même au même, du 15 mai 1798. — Polier aurait d'abord songé à confier cette fonction au général Bergier. C'est ce qu'affirme celui-ci : « Le préfet ne trouvant pas nécessaire alors que je retournasse à l'armée comme militaire, me proposa de m'y envoyer comme commissaire du pouvoir exécutif, ainsi qu'il y était autorisé par le Directoire helvétique en cas d'urgence. »

Bergier aurait refusé cette mission qui, selon ses paroles, « serait susceptible d'être infiniment mieux remplie par d'autres mains, telles que celles du citoyen administrateur Perdonnet, dont le zèle, le civisme et l'activité bien connus, joints à l'entière confiance dont il jouissait auprès du résident de France, promettaient d'amener de plus heureux succès ». Voir, à ce sujet, Eugène Mottaz, *Les premiers jours de l'expédition du Valais en 1798*, dans *Revue historique vaudoise*, 1895, pp. 1-13 ; 33-46 ; 65-74 ; 97-107.

<sup>9</sup> *Journal du professeur Pichard sur la Révolution helvétique*, publié et annoté par Eugène Mottaz, Lausanne, 1891, p. 122.

gés. Puis, peu à peu, l'autoritarisme excessif du résident français et l'attitude apaisante du préfet national Henri Polier transforment Vincent Perdonnet. Lui qui, sitôt nommé administrateur, a obtenu un congé de quatre mois pour vaquer à ses affaires — en réalité, pour se consacrer plus entièrement au Valais —, lui qui, à Vevey, a levé un corps de volontaires pour réprimer l'insurrection du Haut-Valais, il se sent envahi de découragement. Il veut abandonner « ce pays ingrat et dangereux » où « la désorganisation est complète », où les soldats « bivouaquent à la pluie et sont mal nourris »<sup>10</sup>. Encore un peu et Polier constate que Perdonnet séjourne en Valais « avec beaucoup de répugnance »<sup>11</sup>. On s'imagine aisément la satisfaction qu'éprouve l'infortuné commissaire quand, le 20 mai, il peut écrire au préfet du Léman : « Aujourd'hui, je rejoindrai ma famille à Vevey, déposerai l'écharpe et les titres dont vous avez bien voulu me revêtir »<sup>12</sup>.

Il ne reste plus dès lors à Vincent Perdonnet qu'à rédiger un rapport sur ses activités de commissaire du canton du Léman et, à titre provisoire, de commissaire helvétique en Valais. Ce n'est qu'ensuite qu'il peut se rendre à Marseille où l'attendent un poste de consul de la République et le comptoir de son établissement bancaire, source de sa fortune qui lui permettra d'acheter la propriété de Mon Repos, à Lausanne.

Le rapport que Perdonnet adresse au Directoire pour justifier son refus de le représenter en Valais prouve, par son ton énergique et par les réflexions qu'il exprime sur la situation du Valais, de la Suisse même, combien le Directoire avait agi judicieusement en le nommant commissaire. La mission dont l'investit le Directoire, de même que les pouvoirs accordés à titre provisoire par le préfet du Léman provoquent une double réaction dans l'esprit du jeune administrateur : l'une, d'orgueil, de constater qu'on le charge « de la mission la plus importante et en même temps la plus délicate qu'il fût possible d'imaginer » ; l'autre, de surprise, car, rentrant en lui-même, il n'y trouve « qu'insuffisance et nullité ». Pourtant le sentiment de son incapacité ne pèse que peu dans sa détermination de refuser sa nomination. La volonté de ne pas se trouver en présence de Mangourit dont « l'affection vraie ou simulée qu'il a montrée précédemment aux habitants du Valais » s'est changée « en haine, mépris et désir de vengeance » dirige bien davantage sa décision.

Pourtant, à la demande de Polier, Perdonnet se rend à Bex, le 16 mai. Il y rencontre Mangourit. Il lui fait comprendre le motif de sa visite mais celui-ci refuse de lui reconnaître la qualité de commissaire helvétique « avant que Rapinat l'ait approuvée ».

Perdonnet poursuit donc son voyage vers Sion « sous le titre plus modeste d'administrateur du Léman ». Il apprend, à Martigny, la prise de Sion et le pillage de la ville qu'il déplore amèrement parce que s'y sont particulièrement distinguées les troupes vaudoises contre lesquelles il sollicite toute la rigueur des lois. Il ne lui reste qu'un résultat à obtenir : le licen-

<sup>10</sup> AF, vol. 895, pp. 73-75, le préfet national du Léman au Directoire, du 12 mai 1798.

<sup>11</sup> *Ibidem*, pp. 191-192, du même au même.

<sup>12</sup> *Ibidem*, pp. 253-260 et Annexe 3, p. 60.

ciement immédiat des contingents vaudois. Le général Lorge qui ne lui accorde d'autre titre que celui d'administrateur accepte de donner suite à sa demande. Le lendemain, se faisant précéder des troupes du Léman, Vincent Perdonnet regagne la ville de Vevey où l'attendent les ordres de mission du Directoire helvétique.

Quoique Perdonnet refuse la charge qu'on lui confie, il n'en croit pas moins de son devoir de répondre à quelques-uns des points contenus dans ses instructions. Successivement, il insiste pour qu'on envoie en Valais un commissaire de confession catholique ; il suggère que la mise en activité du nouveau régime, de même que le séquestre des biens ecclésiastiques et la division du Valais en districts soient laissés à la France ; il communique ses idées sur les dispositions que les troupes françaises devraient adopter durant leurs passages à travers la République helvétique afin que les excès qui s'y commettent ne se renouvellent plus ; il intervient en faveur de la libération des prisonniers valaisans incarcérés au château de Chillon ; il propose Charles-Emmanuel de Rivaz en qualité de préfet national du Valais ; enfin, avant de réclamer des secours pour le canton du Léman, il peint, en un tableau saisissant, l'indiscipline des troupes françaises et le mécontentement toujours croissant de la population qui pourraient bien transformer la République helvétique en une seconde Vendée.

Conscient d'avoir suffisamment informé le Directoire, Perdonnet lui rend les pleins pouvoirs. Il s'estime amplement récompensé s'il peut obtenir des autorités « quelques lignes satisfaisantes » et, dit-il, « le double sentiment de votre estime et de votre confiance ».

Tel est le rapport que Perdonnet écrit le 25 mai 1798. Il le complète par une lettre du 30 mai<sup>13</sup>. Quelques jours plus tard, le Directoire exécutif accepte sa démission et il lui adresse<sup>14</sup> les « quelques lignes satisfaisantes » que souhaitait Vincent Perdonnet, dont toute l'activité de commissaire du gouvernement helvétique en Valais se borne au rapport que nous publions.

M. S.

<sup>13</sup> Cf. Annexe 4, pp. 61-63.

<sup>14</sup> Cf. Annexe 5, p. 63.



# Rapport de Vincent Perdonnet commissaire helvétique en Valais, daté de Vevey, le 25 mai 1798

(Berne, Archives fédérales, fonds de l'Helvétique,  
vol. 895, pp. 293-305)

Citoyens Directeurs,

C'est à mon retour du Valais<sup>1</sup> que j'ai reçu à la fois vos deux dépêches en date des 19 et 21 courants ; la première renfermait les pleins pouvoirs de commissaire en Valais avec les instructions particulières sur la nature de cette mission<sup>2</sup> ; la seconde m'acheminait purement et simplement la copie d'une lettre adressée au général Lorge par le général en chef Schauenbourg, au contenu de laquelle vous désiriez que je me conformasse<sup>3</sup>.

Si d'un côté je dus être extrêmement flatté de la confiance que me témoignait le Directoire helvétique, de l'autre je fus excessivement surpris de voir qu'on s'adressait à moi dans ces circonstances et qu'on me chargeait de la mission la plus importante et en même temps la plus délicate qu'il fût possible d'imaginer. Il y a mille occasions dans lesquelles, Citoyens Directeurs, la pureté des intentions, le zèle et le patriotisme ne remplacent pas les lumières, et cette occasion me semblait être du nombre. Fortune, bonheur, existence même, il n'y a rien que je ne sois prêt à sacrifier à la

<sup>1</sup> Un extrait du journal du cit. Perdonnet, patriote ci-devant persécuté, et dernièrement nommé comme commissaire helvétique en Valais fut envoyé à Talleyrand, par l'intermédiaire de l'ambassadeur helvétique à Paris, Pierre-Joseph Zeltner, le 21 prairial VI (9 juin 1798). Cet extrait... fut également soumis à Reubell qui l'a annoté. Ces annotations sont publiées, sous le numéro 265, par Emile Dunant, *Les relations diplomatiques de la France et de la République helvétique, 1798-1803*, dans *Quellen für Schweizer Geschichte*, t. 19, Bâle, 1901. — Nous les reproduisons à leur place en les faisant précéder de la mention : *Note marginale de Reubell*.

*Note marginale de Reubell* : « Envoyer copie au commissaire du gouvernement français en Suisse et au général Schaubourg (!) tant de la pièce que de l'apostille pour prendre et exiger les renseignements demandés que pour faire pourvoir à la subsistance des troupes sans épuiser le pays que pour faire punir les coupables, réprimer les abus et empêcher qu'ils ne renaissent. 26 prairial an VI, (signé) Reubell. »

<sup>2</sup> AF, vol. 895, p. 185, *Pleins pouvoirs du Directoire helvétique au cit. Perdonnet, fils*, et pp. 179-181, *Instructions pour le commissaire du pouvoir exécutif envoyé dans le Valais*, du 19 mai 1798. — Dans le même volume, aux pages 172-174, se trouvent les mêmes *Instructions*... mais le nom de Perdonnet y est remplacé par les lettres N. N. — Voir aussi Johannes Strickler, *Actensammlung aus der Zeit der helvetischen Republik*, t. I, 1887 (= Strickler), p. 1052, n° 49 et nos Annexes 1 et 2, p. 56 et pp. 56-58.

<sup>3</sup> Pour cette lettre, cf. AF, vol. 895, p. 211. — Elle n'accompagne pas la lettre de Schauenbourg à Lorge mais une lettre de Schauenbourg au Directoire exécutif helvétique (*ibidem*, pp. 207-210), datée du 29 floréal (20 mai) et renfermant une mention des instructions adressées au général Lorge.

patrie, mais il faut que je sois convaincu de l'utilité au moins apparente d'un tel sacrifice. Or c'est là, cette conviction qui me manque. J'ai beau rentrer en moi-même et à me replier pour ainsi dire sur les forces morales de mon être, je n'y trouve qu'insuffisance et nullité.

Si jaloux de défendre la cause sacrée de la liberté, si désirant autant que qui que ce soit d'avancer le bonheur de ma patrie, j'ai volé jusqu'à présent et de moi-même au-devant des difficultés que je me sentais en état de vaincre, je me suis d'un autre côté imposé la loi sévère de m'isoler, aussitôt que les difficultés surpasseraient mes forces, ou que je m'exposerais au danger de mal servir la chose publique. Ce fut par une suite du même principe que je fis connaître au citoyen préfet du Léman mon affliction et ma surprise lorsqu'il jugea à propos de m'expédier mes premiers pouvoirs<sup>4</sup> ; je lui avouai mon incapacité, je lui parlai des talents qui me manquaient dans cette affaire et je lui traçai rapidement le caractère de l'homme qu'il fallait à la chose<sup>5</sup>. Que pouvais-je dire ou faire de plus ? Cependant j'appuyais ces raisons générales par d'autres raisons qui, m'étant particulières, semblaient devoir ajouter une nouvelle force à mes arguments. En effet, au moment même où je recevais ces pouvoirs qui me chargeaient d'une mission nouvelle, j'allais partir pour la France ; un établissement presque abandonné, des affaires dès longtemps suspendues, le soin de mes intérêts qui souffraient de ma longue absence, l'avancement, disons même la création de ma fortune, mille autres circonstances qu'il me serait aussi long qu'inutile de vous détailler, sollicitaient impérieusement ma présence à Marseille et à Paris. Vous savez sans doute, Citoyens Directeurs, que ces motifs m'avaient précédemment à demander à la Chambre administrative du Léman dont j'ai l'honneur d'être membre, une vacance de quatre mois. Cette vacance m'avait été accordée.

Cependant je puis dire avec cette véracité qui caractérise le pur républicain que ce ne fut ni par la connaissance de mon incapacité, ni le dérangement dans lequel je précipitais mes affaires qui fut la principale cause de ma répugnance presque invincible à me charger de cette mission. Non, elle venait d'un plus noble motif. Permettez, Citoyens Directeurs, que je vous ouvre ici mon âme tout entière.

<sup>4</sup> Ces premiers pouvoirs datent du 8 mai. Ils seront complétés le 15 mai par une autorisation accordée à Perdonnet « d'utiliser tous les moyens que lui dicteront sa prudence et son patriotisme pour ramener le Haut-Valais à sa réunion à la République helvétique en le délivrant des désastres de la guerre » et par une obligation de veiller au maintien d'une attitude digne parmi les troupes vaudoises prenant part à la répression. Cf. AF, vol. 895, pp. 131-132.

<sup>5</sup> Perdonnet fait vraisemblablement allusion à sa lettre du 17 mai adressée à Polier (Archives du canton de Vaud, HE, 174, *Campagne du Valais 1798-1800*) où il écrit : « Permettez-moi cependant de vous observer, citoyen, que la modestie ne donne pas des moyens et que la bonne volonté ne tient pas lieu des lumières et des connaissances dont on est dépourvu. Si je dis que je suis un ignorant, que je ne sais rien, que je ne suis sous aucun rapport propre aux fonctions de négociateur, ce n'est pas, je vous le jure, par modestie mais parce que cela est ainsi au pied de la lettre et je vous le réitère. Me maintenir dans la place que j'occupe et que mon patriotisme seul me fait accepter, c'est compromettre le canton du Léman et le Directoire helvétique que vous me faites représenter alternativement. Aussi, cit. préfet, je vous en conjure, daignez me remplacer incessamment. »

Je connaissais le résident de France Mangourit, je savais que l'affection vraie ou simulée qu'il avait montrée précédemment aux habitants du Valais s'était changée en haine, mépris et désir de vengeance<sup>6</sup> ; je savais qu'il entraînait dans son caractère non seulement d'user mais d'abuser de la terrible influence qu'exerce la France sur notre pays ; je savais qu'il nourrissait dans son cœur un dédain prononcé contre tout ce qui touche aux autorités helvétiques et qu'enfin sous des formes agréables, un extérieur prévenant et le jargon d'une politique astucieuse, il cachait une âme orgueilleuse et vindicative, etc...

Et qui envoyait-on auprès de lui ? Quel citoyen chargeait-on de conférer avec un tel homme sur les affaires les plus importantes ? Un citoyen que le genre de ses occupations précédentes avait éloigné jusqu'ici de toute affaire diplomatique. Un citoyen qui ne pouvait opposer que sa franchise à la ruse, et son patriotisme à une profonde duplicité. Un citoyen enfin qui, dans son état, ses relations, ses emplois ou sa fortune, n'avait rien de ce qui peut solliciter la confiance ou commander les égards. Pouvait-il réussir dans cette mission ? Je ne le pouvais pas. L'événement a justifié mes craintes.

J'avoue que le citoyen Mangourit m'avait reçu autrefois<sup>7</sup> avec amitié et bienveillance ; mais il l'avait fait lorsque je me présentai à lui comme un simple particulier de la candeur duquel il pouvait tirer des renseignements et des lumières. Aujourd'hui, tout était changé et il était facile de prévoir qu'il me recevrait avec une froideur révoltante, pour ne rien dire de plus, dès l'instant que je me présenterais à lui comme revêtu d'un caractère diplomatique. En effet, ou le citoyen Mangourit voulait pacifier le Valais et employer les voix de la clémence contre des infortunés à qui le double fanatisme de la religion et d'une liberté mal entendue avait fait prendre les armes, ou bien il voulait les subjuguier par les baïonnettes et courber leurs têtes rebelles sous l'affreux joug du despotisme militaire. Dans le premier cas, il n'aurait pas voulu partager la gloire de cette pacification et le droit qu'elle lui aurait donné à l'estime publique avec un nouveau venu ; il savait trop que toute gloire s'affaiblit et même se perd en se divisant. Dans le second cas, la présence d'un homme impartial, humain et sensible ne pouvait qu'être importune à ses yeux. L'aurait-il admis dans un conseil de guerre où l'on organisait la mort et le ravage ? Lui aurait-il permis de faire précéder le signal des combats par des proclamations touchantes et fraternelles ? Aurait-il souffert qu'une main bienfaisante essuyât les larmes de tant de victimes égarées, mais que la vengeance venait de dévouer au deuil et à la misère ? Non, Citoyens Directeurs, la présence d'un tel homme

<sup>6</sup> Perdonnet fait allusion à l'attitude de Mangourit que E. Mottaz a analysée dans l'article déjà cité, *Les premiers jours...*, p. 100. Selon Mottaz, Mangourit « faisait envoyer aux „rebelles“ un ultimatum presque impossible à exécuter, il entravait par tous les moyens la réconciliation, il se mettait en opposition avec les représentants officiels de la République helvétique, il poussait les officiers à la désobéissance à l'égard du général (Bergier), il mettait celui-ci dans l'impossibilité de remplir son devoir et le faisait accuser ensuite d'impéritie et d'incapacité. »

<sup>7</sup> Selon L. Mogeon, Perdonnet avait été recommandé à Mangourit, le 7 mars. Celui-ci l'avait envoyé à Aigle après l'avoir chargé d'observer l'évolution politique du pays et d'en informer Mangourit.

ne pouvait être en ces lieux d'affliction et de larmes qu'une ombre menaçante et fatale dont il fallait se débarrasser au plus tôt. — Voilà ce que j'avais prévu et ce qu'à l'instant de mon départ je pus écrire au citoyen préfet du Léman ; voilà ce qui est arrivé. La dignité du Directoire et l'honneur de la nation helvétique, de cette nation qui croyait avoir reconquis son indépendance n'a-t-il pas été compromis dans cette aventure ? C'est une chose dont je vous fais juges, Citoyens Directeurs. Mais pour vous éclairer sur ce sujet, il est nécessaire que je poursuive le récit de la mission que vous m'aviez confiée.

Je partis de Vevey immédiatement après la réception de la lettre que m'avait adressée le préfet et je me rendis à Bex<sup>8</sup> ; c'était avant l'affaire de Sion. J'y vis le citoyen Mangourit et je lui insinuai le motif de mon voyage. Il me répondit en termes très précis qu'il ne pouvait me reconnaître en cette qualité de commissaire du Directoire ; que pour que cela pût avoir lieu, il aurait fallu préalablement que le Directoire helvétique communiquât officiellement ma nomination au citoyen Rapinat ; que celui-ci l'eût approuvée et lui en eût donné avis ; après quoi, lui, Mangourit aurait vu ce qu'il avait à faire<sup>9</sup>.

Après ce discours, je ne crus pas devoir exhiber les pouvoirs qui m'avaient été donnés et déployer mon caractère ; mais résolu de me charger seul de toute l'humiliation qui résultait de cette réponse, je rompis la conversation. Jusqu'alors cette humiliation m'était personnelle, seul j'étais compromis dans cette aventure ; mais si j'eusse exhibé mes pouvoirs, discuté la question de droit et demandé une explication plus détaillée, elle serait retombée sur le Directoire et sur la nation même que je représentais dans cette occasion. J'espère donc, Citoyens Directeurs, que cette partie de ma conduite méritera votre approbation. Si j'ai le bonheur de l'obtenir, je me croirai amplement dédommagé des désagréments personnels que j'ai essuyés dans cette affaire.

Cependant les instructions que j'avais reçues du préfet se trouvant en plusieurs points conformes aux vôtres, je crus devoir poursuivre ma route sous le titre plus modeste d'administrateur du Léman ; je partis donc de Bex quelques heures après le résident auquel j'avais toutefois recommandé avec énergie nos malheureux frères du Valais ; vous verrez dans la suite jusqu'à quel point cette recommandation fut efficace.

Arrivé à Martigny, j'y trouvai le citoyen Clavel de Brenles, chef de brigade vaudois ; c'est lui qui m'apprit le premier l'affaire sanglante arrivée le matin même à la suite de laquelle Sion avait été pris. Comme il avait assisté à la bataille, j'en obtins les détails les plus circonstanciés. Il me parla très avantageusement de la conduite militaire de nos canonniers et de celle

<sup>8</sup> Perdonnet quitta Vevey le 16 mai à deux heures de l'après-midi. Cf. Archives du canton de Vaud, HE, 174, Perdonnet à Henri Polier, du 17 mai ; on y lit le récit détaillé de l'entrevue que Perdonnet eut avec Mangourit.

<sup>9</sup> *Note marginale de Reubell* : « A cette époque la réunion du Valais à l'Helvétie était plus que douteuse. Le Directoire helvétique n'envoyait ni troupe ni argent. Qu'y venait faire un commissaire de sa part dans un pays indépendant encore et en guerre avec nous, et où était notre résident ? »

des deux corps tant de chasseurs carabiniers que de chasseurs mineurs qui, par leur adresse et leur courage, n'avaient pas peu contribué au gain de la bataille ; parmi ces derniers j'ai remarqué avec une vive satisfaction une compagnie d'Ormonains (c'est le nom qu'on donne aux habitants de cette contrée dite des Ormonts contre laquelle il fut fait dans le commencement de la Révolution une expédition sous la conduite du féron Châtel). Jalouse d'effacer les erreurs passées et de reconquérir l'estime publique, cette compagnie s'est extrêmement distinguée. Son capitaine Augier et deux mousquetaires ont été grièvement blessés.

J'appris en même temps le pillage qui avait eu lieu à Sion, ainsi que les circonstances qui avaient rendu pour ainsi dire inévitable ce déplorable événement. Vous l'avez appris, Citoyens Directeurs, et vos âmes sensibles ont frissonné à ce récit. Déjà vous avez mêlé vos larmes fraternelles à celles de tous les amis de l'humanité, à celles que j'ai répandues moi-même. Pourquoi ne puis-je ensevelir cette journée dans un éternel oubli ? Pourquoi dois-je porter une seconde fois la douleur dans votre âme attristée en vous rappelant les causes du pillage ? Mais je le dois. Je le ferai rapidement. Après une vigoureuse résistance, les Allemands avaient fait une retraite que leurs ennemis mêmes ont été forcés d'appeler honorable et s'étaient retirés sous les murs de Sion. Bientôt on y arbora le pavillon blanc ; il y fut planté par les bourgeois de la ville. A ce signal qui semblait indiquer que la place s'était rendue, la colonne française s'avance tranquillement et sans défiance. Mais les Allemands, soit qu'ils n'eussent point vu le drapeau blanc, soit qu'ils le considérassent comme un moyen d'assurer leur vengeance, font une décharge inattendue de leurs canons chargés à mitraille. Cette décharge tua un officier et quelques soldats. Aussitôt la colonne se replie et la ville est bombardée, mais sans succès. Enfin les Français revenant à la charge emportent la place et ont un combat à soutenir jusque dans les rues où l'on se fusille de part et d'autre avec beaucoup de chaleur. Les soldats transportés de rage et sans ordre du général<sup>10</sup> commencent alors le pillage de cette malheureuse cité. Je crois que les lois de la guerre autorisaient chez les Français cet acte de sévérité ; mais ce qui m'afflige, ce qui a fait couler mes larmes et couvert mon front de rougeur, c'est que nos Vaudois aient pu non seulement parti-

<sup>10</sup> Dans le *Mémoire des artilleurs du district de Vevey adressé au Directoire Exécutif de la République helvétique une et indivisible* (AF, vol. 895, pp. 371-378, du 20 juin 1798) rédigé par le lieutenant Mégroz et signé par 27 artilleurs, se trouve une affirmation moins à l'honneur du général Lorge : « Après un combat assez long et très vif, l'armée se trouva aux portes de Sion. Aussitôt l'ennemi arbore le drapeau blanc ; un détachement d'hussards s'avance et au même instant part de la ville une décharge de mitraille qui coucha quelques hommes sur le carreau. Le général Lorge ordonne à l'artillerie de faire feu contre la ville, bientôt escaladée, et toute l'armée entrant sous la conduite de son chef, reçoit le mot bien entendu des guerriers « Vous pourrez vous faire servir à votre fantaisie ». — Ce mémoire est assurément un discours *pro domo*. Pourtant, un rapport de la Chambre administrative du Valais nous autorise à penser que Lorge ne s'opposa pas au pillage, tant celui-ci dura longtemps : « Il a commencé à dix heures du matin et à la nuit il n'était pas arrêté. Abandonnée pendant aussi longtemps à des soldats parmi lesquels il y avait beaucoup de Vaudois pour qui tout étant bon, attendu le voisinage, cette malheureuse ville a été dépouillée à nu, même des meubles les plus communs » (AV, Rz, 75/7 p. 10, au Directoire exécutif, du 21 mai 1798. — Cf. aussi Strickler, t. I, pp. 1049-1050, n° 42 où ce rapport est partiellement publié et daté, par erreur, du 18 mai).

ciper à ce brigandage, mais que même ils se soient distingués par des traits d'une rapacité et d'une barbarie inconnue aux soldats français.

Comment se fait-il que des Suisses déjà assez malheureux de devoir prendre leurs armes contre des frères qu'égarait le fanatisme aient pu encore aggraver les maux de ces infortunés en souillant leurs mains de cet odieux pillage ? Comment n'ont-ils pas reculé d'effroi à la seule pensée de cette action ? Comment le cri de l'humanité désolée ne s'est-il pas fait entendre au fond de leur cœur ? Cœurs barbares, ils sont donc inaccessibles aux sentiments de la pitié. Ah ! Citoyens Directeurs, cet événement couvre de honte le canton du Léman et cette honte rejaillit sur la nation tout entière. Si nous nous pillons les uns les autres, ne trouvons plus étrange d'être pillés par les étrangers. Nous nous sommes ôté le droit de nous plaindre. Était-ce là ce que nos frères du Valais devaient attendre de nous ? Ils nous regardaient comme des amis et nous avons comblé leur misère ; nous devions leur porter des paroles de paix et nous avons organisé le brigandage ; nous devions adoucir la sévérité des lois militaires et nous en avons doublé la rigueur. Il est impossible que cette affaire n'ait pas les plus funestes conséquences ; déjà elles se font sentir. Amis et voisins autrefois, nous sommes devenus odieux à tous nos frères du Valais ; les liaisons de la fraternité vont s'éteindre, les relations de commerce, se dissoudre ; deux nations faites pour s'aimer et s'estimer vont se haïr ; cette haine se transmettra avec le sang aux générations futures et si jamais l'occasion se présente, tremblons que les Valaisans n'exercent sur le canton du Léman de justes représailles. Ils les exercent déjà, car si les Vaudois qui sont créanciers des Valaisans pour des sommes très considérables, réclament le paiement d'une partie de leurs créances, on leur répond : « Nous ne vous devons rien, car vous vous êtes payés par vos propres mains ».

Citoyens Directeurs, j'ai exposé à vos yeux le courage des Vaudois, j'ai célébré leur conduite militaire ; pardonnez donc si je peins avec des couleurs également fortes leur coupable rapacité. Je vous les dénonce aujourd'hui ; je sollicite la punition exemplaire de ces hommes qui ont déshonoré l'uniforme vaudois et si la loi ne peut les atteindre, que du moins la honte publique soit leur partage.

D'après l'exposé que j'ai fait ci-dessus, vous sentez, Citoyens Directeurs, combien ma mission a été pénible. Je n'avais ni les moyens de faire le bien ni le pouvoir d'empêcher le mal ; j'avais cependant été envoyé pour remplir ce double but et mon cœur brûlait du désir de l'atteindre. Qu'ai-je fait ? J'ai été le spectateur passif de toutes ces horreurs.

Il ne restait qu'une chose utile à opérer. Je l'ai heureusement opérée. Pour cet effet je me rendis à Sion<sup>11</sup> accompagné depuis Martigny par le citoyen Clavel de Brenles. Celui-ci me prévint et rendit avant moi visite au général Lorge chez lequel se trouvait le résident. Il lui annonça qu'il était venu avec le citoyen Perdonnet, commissaire du Directoire helvétique ; à ce mot le résident sourit et dit avec ironie : *Ah ! Ah ! Un commissaire du Directoire helvétique !* Justement indigné de ce sarcasme, le citoyen Clavel

<sup>11</sup> C'est le 18 mai. — AF, vol. 895, p. 206 a, Perdonnet à Polier.



répondit tranquillement, mais avec la dignité qui convenait à un militaire : *Oui, du Directoire helvétique ; n'est-il pas le pouvoir exécutif de notre Gouvernement ?* Instruit de ce dialogue, j'en fus affligé, mais ne m'en rendis pas moins chez le général Lorge ; mon devoir m'y appelait. Je le trouvai seul. Il me fit un accueil gracieux ; cependant il débuta avec une sorte d'affectation et pour me faire entendre que je ne devais prendre aucun autre titre, par m'appeler *citoyen administrateur*. Après les compliments d'usage, je parcourus quelques points généraux et j'en vins au licenciement de nos troupes. Le général fit quelques observations sur cette demande et finit par l'accorder, ajoutant cependant qu'il se faisait un scrupule de renvoyer le lendemain de la bataille des troupes qui s'y étaient distinguées. Je levai ce scrupule et j'appuyai ma demande sur une foule de motifs si pressants que les ordres pour le renvoi furent expédiés le soir même<sup>12</sup>.

Je vis ensuite le résident ; il me reçut fort bien et me parla familièrement des affaires. J'appris de lui que le Valais serait soumis à une imposition militaire, que Sion l'était déjà par forme d'acompte à 50 mille écus. Imposer 50 mille écus à une petite ville dont toutes les maisons viennent d'être pillées et cela par forme d'acompte, me parut d'une sévérité que rien à mon avis ne pouvait surpasser, que la légèreté du ton avec lequel elle m'était racontée<sup>13</sup>.

Pendant que j'écoutais ce discours avec le double sentiment de la douleur et de la surprise, je vis arriver les membres du Comité valaisan ; ils venaient apporter vingt mille francs au résident ; c'était, à ce qu'ils disaient, tout ce qu'il leur avait été possible de recueillir et certes cela n'était pas difficile de croire. Néanmoins ils furent, ainsi que les autres personnes qui se présentèrent dans la suite, soit chez lui, soit chez le général, reçus avec une excessive dureté.

N'ayant plus rien à faire au milieu de cette désolation générale, gémissant en secret du spectacle qui frappait mes yeux, craignant surtout que ces habitants infortunés ne s'imaginassent que j'applaudissais à ces mesures sévères et que je les autorisais par ma présence, je repartis, envoyant devant moi toutes les troupes vaudoises qui le lendemain rentrèrent dans leurs foyers.

Quoique je ne puisse en aucune manière, Citoyens Directeurs, me charger de la mission que vous m'avez confiée et que je la refuse absolument, cependant je crois devoir répondre à quelques-uns des points contenus dans les instructions que vous m'avez envoyées. Mais avant tout j'insiste pour qu'on envoie le plus promptement possible un commissaire en Valais ; le moindre retard pourrait augmenter la misère de ces gens-là et compromettre la chose publique. Les Valaisans se plaignent avec toute l'amertume qu'inspire l'infortune d'avoir été pour ainsi dire abandonnés par le Corps helvétique dont cependant on veut qu'ils soient membres ; on ne leur envoie aucune loi, on ne leur communique aucun arrêté du Directoire ; lorsqu'ils

<sup>12</sup> Perdonnet décrit cette visite dans une lettre, publiée en Annexe 3, pp. 58-61, adressée à Polier, du 20 mai ; cf. AF, vol. 895, pp. 253-260.

<sup>13</sup> *Note marginale de Reubell* : « On a fait plus, on a imposé 400 mille livres sur le Valais et ils sont payés ? »



étaient comprimés par les rebelles, on a négligé de les éclairer sur leurs intérêts et de les diriger dans leur conduite. Appui, secours, conseils, ils attendaient tout de l'Helvétie, et ils n'ont rien obtenu de l'Helvétie. Ils disent qu'on ne répond à leurs lettres qu'avec froideur et laconisme. Ils se croient abandonnés par la mère patrie ; le peuple se croit, se regarde comme conquête de la France<sup>14</sup>.

Ce n'est pas à moi à censurer la conduite du Directoire helvétique, au contraire je la respecte et je l'ai plus d'une fois admirée dans ces circonstances épineuses ; cependant s'il m'est permis de parler avec cette franchise qui caractérise un républicain, je trouve qu'il a mis moins d'intérêt, moins de chaleur dans les affaires du Valais que peut-être il n'aurait pu le faire. Hâtez-vous, Citoyens Directeurs, de faire droit à ces plaintes et de réparer des torts qu'on ne saurait attribuer qu'à la multiplicité de vos affaires. Venez au secours des bons et pauvres Valaisans, éclairez-les, guidez-les, montrez leur de l'affection et ne les abandonnez pas à leur propre misère. Mettez sur leurs blessures un baume consolateur, c'est le seul moyen de leur faire oublier l'injustice des Vaudois victorieux, peut-être le seul de les reconquérir promptement à la chose publique.

1) Pour cet effet, envoyez-y un commissaire. Il doit être catholique. Cette observation vous surprendra, cependant je la crois très importante. Avec des cœurs ulcérés et aigris, ce n'est pas le moment d'attaquer de front le fanatisme ; il vaut mieux louvoyer, capituler avec lui et ajourner à un autre temps la guerre qu'on doit déclarer à ce monstre. Evitez aussi de leur envoyer un Vaudois. Le nom seul lui ôterait la confiance et détruirait tout l'effet de sa mission. Il me semble que vu la proximité, le bon voisinage, la ressemblance du langage, peut-être celle des mœurs, il faudrait leur envoyer un commissaire tiré de la partie allemande et montagneuse du canton de Sarine et Broye ou du canton de Lucerne.

<sup>14</sup> La Chambre administrative du Valais manifeste ces sentiments dans une lettre au Directoire exécutif, du 21 mai 1798, cf. *Lettres et Mémoires adressés par la Chambre administrative du canton du Valais aux autorités helvétiques* (copies, cahier de 23x35 cm, 187 pages), AV, Rz, 75/7, pp. 8-11. Cette lettre fait suite à la réponse du Directoire exécutif, du 13 mai (*ibidem*, p. 7 et Strickler, t. I, pp. 1041-1042, n° 22) provoquée par un mémoire de la Chambre, du 11 mai (*ibidem*, pp. 1-6 et Strickler, t. I, pp. 1039-1041, n° 18). On y lit, après le souhait que le Directoire eut ordonné aux Chambres administratives du Léman, de Sarine et Broye et de l'Oberland de fournir au Valais des secours en nature et en espèces, le sentiment d'abandon que l'autorité valaisanne éprouve depuis le début de l'insurrection : « Nous avons également demandé du Directoire des ordres et des instructions. Nous l'avions prié de nous diriger dans notre pénible position et il nous abandonne à nous-mêmes et nous laisse dans l'incertitude la plus inquiétante sur la marche que nous avons à tenir et sur la mesure et autorité que nous pouvons prendre dans des circonstances où souvent la nécessité commande. Nous ne pouvons nous empêcher de vous témoigner, Citoyens Directeurs, combien nous avons été affligés de ne pas recevoir de votre part quelque marque sensible d'appui et de protection qui peut nous servir à affermir nos peuples dans l'attachement et l'union de la République helvétique.

» Il paraît aussi que le Directoire ne nous regarde que comme un gouvernement provisoire. Nous nous trouvons annoncés comme tel dans le *Bulletin officiel* et votre lettre ne nous qualifie que comme Chambre administrative du Bas-Valais. Cependant nous avons eu l'honneur de vous notifier notre installation comme Chambre administrative du canton du Valais, nommée par les électeurs de tout le canton. L'insurrection d'une partie ne change rien à notre état. »

2) Tout ce qui dans vos instructions particulières peut avoir trait à la soumission du Valais, à l'acceptation de la constitution helvétique et à sa mise en activité me paraît devoir être l'ouvrage des Français seuls. Ils se sont emparés de ce pays, ils le possèdent, eux seuls ont le droit de l'organiser. Evitez, croyez-moi, de nouveaux conflits de juridiction avec la République française ; les conséquences n'en peuvent être que fâcheuses ; d'ailleurs vouloir s'immiscer dans cette organisation me paraît une prétention d'autant plus dangereuse que si le résident s'y refuse, qu'opposer à ce refus ?

3) Par une suite de ces mêmes raisons, je n'ai rien pu faire relativement au séquestre des biens ecclésiastiques et à la division en districts. Je crois d'ailleurs que ces deux choses ne peuvent s'opérer qu'après s'être entendu avec les Français.

4) Le canton du Léman a pourvu précédemment et pourvoit encore de ses deniers à la subsistance des troupes françaises, tant de séjour que de passage dans le pays ; par conséquent c'est à son administration seule à gérer cette partie ; c'est un objet absolument de sa compétence. Au reste, je lui ai fait connaître l'article 5 de la stipulation passée à Paris<sup>15</sup> ; même cet article est d'une exécution très difficile, soit à cause du désordre qui règne dans la marche des troupes françaises, soit surtout à cause de l'insouciance, disons même de la malveillance des commissaires français qui dirigent tout suivant leurs caprices et ne se montrent jamais.

Il serait, à ce sujet, absolument nécessaire que le Directoire helvétique obtînt du général Schauenbourg les points suivants :<sup>16</sup>

1) que les bataillons ne marchassent qu'un à un afin de ne pas surcharger et écraser les communes où ils s'arrêtent. Villeneuve qui contient 1200 âmes a dû loger l'autre jour 1900 hommes ;

2) qu'ils marchassent au moins à deux jours de distance ;

3) que l'on fût prévenu de leur arrivée et de leur ordre de route dans chaque chef-lieu de canton au moins huit jours d'avance ;

4) que les chars de bagages et de munitions filassent tout de suite sur le Mont-Cenis pour se rendre en Italie, au lieu d'aller contre tous les avis qu'on donne aux chefs, jusqu'au pied du St-Bernard, d'où ils sont ensuite obligés de revenir, le tout aux frais du pays et au milieu des plus terribles embarras.

Si l'on n'obtient pas du général ces différents points, les maux qui vont résulter sont incalculables. Par exemple le canton du Valais est sans subsistances, la frontière est dénuée de tout et dans une misère absolue. Celui du Léman sans savoir par qui et comment il sera remboursé est obligé de lui avancer du pain pour l'entretien des Français tant de séjour que de passage en Italie. Mais s'il a pu fournir jusqu'à présent, ses ressources en argent et provisions sont totalement épuisées. Cet état de choses est trop violent pour pouvoir durer.

<sup>15</sup> *Note marginale de Reubell* : « Il n'y a pas eu de stipulation pour le Valais. Il n'y [en] a pas même pour le canton de Berne relativement aux troupes. »

<sup>16</sup> *Note marginale de Reubell* : « Observations à faire au général qui dirige la marche des troupes. »

Je vous ai parlé plus haut, Citoyens Directeurs, des prisonniers valaisans. Il y en a au-delà de deux cents dans le château de Chillon. Traités comme prisonniers de guerre, ils reçoivent la ration et la demi-paye du soldat. Cet entretien est horriblement coûteux. Comme le Valais est entièrement soumis, il me semble qu'il n'y a pas d'inconvénients, que même c'est un devoir d'humanité de renvoyer ces malheureux à leurs familles. Voici le moment des plus grands travaux de la campagne ; si la détention fut nécessaire un instant, gardons-nous de la prolonger au-delà de ce que la stricte nécessité exige. Le général Lorge m'a dit que c'était au général Schauenbourg à prononcer sur leur mise en liberté. Je vous invite, Citoyens Directeurs, à solliciter leur prompt élargissement. Les Valaisans vous tiendront compte de cette première marque de bienfaisance et d'intérêt.<sup>17</sup> Quant à la place de préfet, c'est au Bas-Valais que la préférence doit être accordée ; cependant pour ne pas achever d'aigrir les esprits, il conviendrait de la conférer à une personne qui ne fût pas trop désagréable à la partie du Haut. Je crois d'après les renseignements que je me suis procurés que l'homme qui conviendrait le plus à la chose, est le citoyen Charles de Rivaz, ancien directeur, et celui qui le premier fut nommé juge du tribunal du canton.<sup>18</sup> Cet homme est le plus aimé, le plus estimé et le plus instruit de cette contrée ; la seule chose qu'on pourrait lui reprocher dans les circonstances, le seul obstacle qu'il y aurait à sa nomination, c'est qu'il est de caractère trop doux, trop faible. Un manque de caractère dans un homme public est quelquefois pire que des vices. Ce ne sont pas les méchants rois, disait un historien, qui sont les plus méchants, ce sont les rois faibles. Appliquez cette maxime à tous ceux que vous emploierez dans les premières années de la Révolution. Au reste, il serait possible et cela arrive assez souvent que cette place éminente suffise pour lui donner de l'énergie. L'homme est presque tout par les circonstances.

Isaac de Rivaz, président de la Chambre administrative, doit être écarté ; avec beaucoup de talents, il n'aime ni la Révolution ni la chose. Son esprit est caustique, sa fermeté touche à la méchanceté.

On pourrait mettre sur la liste plusieurs personnes tant du Haut que du Bas-Valais, mais je les passe sous silence parce que les premiers sont tous suspects d'avoir pris part à la révolte et que les seconds sont tous inférieurs à Charles de Rivaz.

Au reste, si le Directoire veut faire un choix qui soit agréable à la majorité du peuple, un bon choix, il doit se tenir en garde non seulement contre les députés valaisans siégeant dans les conseils mais même contre ceux qu'ils désigneraient. Les Matter, père et fils, le cit. Mathys<sup>19</sup>, le préfet provi-

<sup>17</sup> *Note marginale de Reubell* : « Fort bien. Qui a fait ces prisonniers ? les Français ? Et ce serait les cit. Directeurs de l'Helvétie qui se feront un mérite de leur mise en liberté ? Cependant passe pourvu qu'eux-mêmes exigent cela à titre d'amitié. »

<sup>18</sup> Franz-Samuel Wild écrit : « Le citoyen Derivaz semble être un homme créé exprès pour sa charge ; il fait l'honneur de son pays où il serait irremplaçable, tant à cause de ses qualités personnelles, morales, que par ses connaissances. » Cf. AF, vol. 898, pp. 155-179, *Mémoire sur le canton du Valais concernant son état actuel et les améliorations à y faire*, du 30 octobre 1799.

<sup>19</sup> Jean-Baptiste-Louis Mathys, originaire d'une paroisse de St-Georges, dans la Creuse ; épouse, à St-Maurice, le 17 avril 1791, Marie-Josèphe Odet avec, pour témoin, Joseph-Louis Pittier ; il est secrétaire de Mangourit à St-Maurice.

soire Pittier (nommé par je ne sais qui), avocat couvert du mépris public, doivent être soigneusement écartés. Le Directoire doit surtout se défier du sénateur Augustini ; c'est l'homme le plus spirituel et le plus adroit du Valais, mais c'en est aussi le plus fourbe et le plus scélérat. Il fut le tyran le plus redoutable du pays. Le général de Nuce a beaucoup d'esprit et point de judiciaire. Son moral n'est pas excellent. Sa tête est sûrement dérangée.

Enfin je dois vous parler, Citoyens Directeurs, d'une chose qui est intimement liée avec la tranquillité présente de ce canton et peut-être le bonheur futur de toute l'Helvétie, c'est-à-dire du passage des troupes françaises.

Ce passage continuel et auquel on n'avait pas lieu de s'attendre, les dépenses dans lesquelles il constitue le pays, l'indiscipline des soldats et même de quelques officiers, les excès condamnables auxquels ils se livrent envers les particuliers, les violences, les meurtres mêmes commis sur des citoyens, tant dans les grandes routes que dans les auberges, tout aigrit notre peuple, excite les murmures et finira par les porter au désespoir. Était-ce là, se demandent l'un à l'autre nos concitoyens, le fruit d'une liberté si vantée et dont on faisait la plus flatteuse peinture ? Est-ce le moyen de faire aimer la Révolution ? Non, c'est celui de faire regretter l'oligarchie, tout épouvantable qu'elle était. Ce qui met le comble aux plaintes publiques, c'est l'habitude que les soldats français ont contractée de se faire nourrir par les bourgeois ; les rations sont exactement distribuées aux sergents fourriers ; mais les sergents en font leur profit ; le soldat loge chez le particulier, non seulement y mange, mais s'empare pour ainsi dire de la maison et y vit à discrétion. Le vin et la viande doivent leur être prodigués ; si on leur refuse, ils tirent le sabre, ils menacent, ils frappent ; si quelquefois ils n'osent pas se porter à de tels excès, ils brisent les meubles et remplissent la maison d'infamies. Souvent on craint de se voir incendier. On a vu deux soldats boire 18 bouteilles de vin et n'être pas contents ; d'autres à qui on avait refusé quelque chose, faire leurs immondices dans le lit même qu'ils venaient de quitter et forcer des bourgeois, des vieilles femmes, à se lever à quatre heures du matin pour leur faire du café. Voilà ce qu'on nomme nos libérateurs, nos frères. Si l'ensemble de tout ceci est brillant, il faut convenir que les détails en sont odieux. Nous avons fait notre Révolution nous-mêmes et on nous foule comme si nous eussions été pris de force ; on nous appelle libres et on nous traite comme pays conquis. Nous ne sommes plus Suisses, nous ne sommes pas Français, nous sommes sujets français.<sup>20</sup>

<sup>20</sup> *Note marginale de Reubell* : « Cet article se ressent un peu de la mauvaise humeur qu'a prise Perdonnet pour n'avoir pas été reconnu. Il est malheureux que la conduite de l'Autriche nous fasse marcher des troupes en Italie. La Suisse veut-elle devenir autrichienne ? Qu'elle parle et que cela finisse ! Que des marches des troupes entraînent quelques désordres, ce n'est que trop probable. Mais je le répéterai jusqu'à satiété, indiquez les vols, leur montant, les personnes volées, et on les fera indemniser s'il est possible. Désignez les voleurs autant que possible, afin qu'on puisse les faire punir ainsi que leurs chefs. Indiquez le temps, le lieu des meurtres, le nom des personnes tuées ou maltraitées. Faites connaître que vous avez désigné les meurtriers et que personne n'a été puni. Et alors regrettez l'oligarchie ! Au reste, si vous voulez rentrer sous le joug de l'oligarchie, parlez et nous ne nous battons pas pour vous en empêcher. Nous traiterons même si vous le voulez avec l'Autriche et les oligarches [*sic*]. Cependant il faut qu'on prenne des mesures pour que le soldat ne soit pas à charge pour les vivres, et punir les fourriers et autres qui

Craignez, Citoyens Directeurs, les funestes conséquences de semblables abus ; pensez-y mûrement ; agissez fortement et avec énergie. Représentez aux généraux, au Directoire même si la chose est nécessaire, les malheurs qu'ils préparent à leur propre pays par cette inconduite de leurs troupes. Elles ne seront pas toujours loin de la France, un jour ou l'autre elles y rentreront et si jamais elles y commettent la dixième partie des vexations qu'elles exercent dans ce pays, elles allumeront immanquablement le flambeau des guerres civiles. Dites-leur que les Suisses sont naturellement doux et patients, mais que si on les porte au désespoir, ils sont terribles. Quel pays est plus propre que celui-ci à devenir une Vendée ? N'est-ce pas un pays âpre, montagnard, rempli de gorges et de passages inexpugnables, peuplé d'hommes courageux et exercés au métier des armes ? Qu'ils se rappellent le nombre des braves soldats qu'ils ont perdus contre les milices des petits cantons, quoique ceux-ci fussent en proie aux divisions intestines ; qu'ils jugent par cet échantillon de ceux qu'ils pourront perdre si jamais la Suisse se réunit par le double motif de la vengeance et du désespoir ! La Vendée française a détruit une partie de leurs armées ; la Vendée helvétique en dévorerait le reste.<sup>21</sup>

Peut-être, Citoyens Directeurs, trouverez-vous ce tableau trop sombre : mais il est impossible, si l'ordre actuel des choses dure, d'entrevoir, je ne dis pas quelque chose de flatteur, mais même quelque chose de tolérable dans l'avenir. Au reste, ce sont mes réflexions ; j'ai dû vous les soumettre et c'est à votre prudence et à votre sagesse reconnue qu'il appartient de les apprécier et de les appuyer plus ou moins. Je crois que cette affaire doit être traitée délicatement auprès des généraux français et de leur Directoire ; peut-être ne faudrait-il pas pour le moment porter avec trop de force sur la puissance militaire de la Suisse, sur ses immenses ressources lorsqu'elle sera réunie sous un même gouvernement représentatif et sur la résistance incalculable qu'elle pourra un jour apporter aux armes étrangères parce que cela même pourrait donner au Directoire français l'idée de profiter de notre désorganisation complète pour morceler notre malheureux pays. De quel côté que l'on se tourne, on ne voit que dangers et précipices. Votre prudence seule, Citoyens Directeurs, peut prévenir le naufrage de la chose publique ; si nous n'avions pas cette ferme espérance, il ne nous resterait que le sentiment pénible de nos maux présents.

Non seulement les citoyens sont horriblement vexés par le passage continu des troupes françaises, mais l'orgueil national est blessé chaque jour par l'insolence de leurs officiers. J'ignore si c'est par la volonté du Directoire siégeant au Luxembourg que cela arrive, mais que ce soit par cette volonté ou non, le fait n'en est pas moins humiliant pour la nation helvétique. Je pourrais vous donner sur cet article des détails affligeants, je me borne à vous envoyer quelques pièces authentiques. Lisez la lettre incluse du résident de France, lettre si offensante pour nous qu'il n'a pas même osé la signer. Lisez

mettent les rations en poche. Il faut nécessairement prendre à cet égard les mesures les plus sévères. »

<sup>21</sup> *Note marginale de Reubell* : « La Vendée helvétique serait un malheur pour la France, mais un plus grand malheur encore pour la Suisse qui selon toutes les apparences serait effacée de la liste des nations. »

le rapport que m'a fait le chef de bataillon Blachenay. Lisez le témoignage de bonne conduite donné à sa troupe.<sup>22</sup> Après cela, décidez si la dignité nationale n'est pas compromise.

J'appelle également votre attention particulière sur les villes de Moudon, Lausanne, Vevey, Villeneuve, Aigle et Bex qui ne peuvent plus suffire, ni à l'entretien, ni au logement des troupes qui passent, et qui après avoir été mangées par les légions précédentes sont maltraitées par celles qui leur succèdent. Jusqu'à présent le canton a pu subvenir aux besoins de toutes les troupes, mais le moment approche où les magasins seront entièrement vides, où les caisses seront sans argent. Alors, comment fera-t-on ? Où ira-t-on chercher du secours ? Car d'après les avis reçus, de nombreux bataillons doivent encore prendre cette route pour se rendre en Italie. Le Directoire de France veut, il est vrai, entretenir à ses frais toutes ses troupes en Suisse, particulièrement celles dans l'ancien canton de Berne ; il a dit, il a écrit, il a signé que telle était son intention ; cependant aucunes mesures quelconques ne sont prises à ce sujet et chaque jour je lis au contraire des réquisitions formelles et menaçantes de fournir à la subsistance de 2000 hommes, demain 1200 et ainsi de suite ; à l'instant même où je vous écris m'arrive un député de St-Maurice, canton du Valais. Il sollicite des envois de vivres, plusieurs mille hommes sont dans le Valais. Ils n'ont pour les nourrir ni pain, ni viande, ni vin et cependant il faut leur fournir de quoi s'alimenter sur les lieux et encore de quoi faire le traversée du St-Bernard. Ces hommes seront obligés de rétrograder et de se faire servir, le sabre à la main.<sup>23</sup>

Enfin je ne dois pas vous taire, Citoyens Directeurs, qu'il faut renoncer au projet de réunir nos compagnies de milice :

1) parce qu'elles sont fatiguées du service ;

2) parce qu'il est impossible de les discipliner, et comme le besoin de secours peut se faire sentir d'un instant à l'autre, il faut absolument organiser une armée helvétique, bien subordonnée, bien exercée et qui puisse se porter rapidement sur tous les points. Je crois que dix mille hommes de différentes armes suffiraient pour assurer la tranquillité publique et comprimer les mécontents. Alors on pourrait songer à se débarrasser des troupes françaises. Il est urgent que leur retraite soit prompte et complète. Je ne saurais trop insister sur ce point.

Il est temps, Citoyens Directeurs, de terminer cette lettre ; mais si je n'ai pu remplir la mission importante que vous m'aviez confiée, si je ne puis continuer à m'en occuper dans les faits, j'ai cru devoir vous témoigner mon respect et mon patriotisme, en vous rédigeant un compte exact de tout ce qui s'est passé ; j'y ai joint mes observations particulières ; elles peuvent n'être pas toutes justes ; mais elles ont du moins le mérite d'être exposées avec franchise. Je savais que vous aimiez à être éclairés et non pas à être flattés. Vous êtes des républicains trop purs pour que l'adulation puisse avoir sur vous quelque prise.

<sup>22</sup> Nous n'avons pas retrouvé ces trois documents.

<sup>23</sup> *Note marginale de Reubell* : « Il est essentiel que les vivres soient fournis par la France aux troupes françaises.

« Cette marche rétrograde est très mauvaise. »



Quitte à présent envers vous que je respecte et envers ma patrie que je chéris, permettez que je vous remette vos pleins pouvoirs et que je parte pour Marseille. Si je puis y emporter quelques lignes satisfaisantes de votre part et le double sentiment de votre estime et de votre confiance, je me croirai récompensé de mes travaux.

## Annexe 1

*Aarau, 19 mai 1798. — Pleins pouvoirs du Directoire helvétique au citoyen Perdonnet fils*

Le Directoire exécutif charge le citoyen Perdonnet fils de se rendre dans le canton du Valais pour y prendre toutes et telles mesures, faire toutes et telles dispositions que le besoin des circonstances exigera pour pacifier le pays, y faire accepter et mettre en activité la constitution ; comme aussi pour pourvoir de la manière la moins onéreuse et la plus conforme aux stipulations, à l'entretien des troupes soit dans leur séjour dans le pays, soit dans leur marche à leur retour, en se conformant aux instructions qui lui seront remises sur tous ces objets, enjoignant à toutes les autorités tant civiles que militaires de la République helvétique de lui obéir en tout ce qu'il leur ordonnera pour le service de l'Etat.

(AF, fonds de l'Helvétique, vol. 895, p. 185)

## Annexe 2

*Aarau, 19 mai 1798. — Instruction pour le commissaire du pouvoir exécutif envoyé dans le Valais*

Le cit. Perdonnet, commissaire du pouvoir exécutif en Valais, se rendra sans délai dans le Valais. Il s'arrêtera à Bex où se trouve actuellement le cit. Mangourit, chargé d'affaires de France. Il se rendra auprès de lui et après lui avoir fait un compliment obligeant de la part du Directoire helvétique, il lui donnera connaissance de ses pleins pouvoirs. Il le priera de lui donner tous les renseignements nécessaires sur les personnes et sur l'état des affaires dans le Valais. Il constatera avec lui les moyens d'atteindre au but de sa mission, savoir :

- 1) de soumettre efficacement et sans retour les rebelles ;
- 2) d'exercer sur eux et leurs chefs les sévérités les moins destructrices de la prospérité nationale et cela dans la mesure la moins arbitraire que possible ;



3) de protéger le pays et les habitants contre les excès et les rigueurs militaires ;

4) de faire accepter la constitution et de la mettre en activité dans tout le Valais ;

5) de congédier le plus tôt qu'il se pourra les troupes du canton du Léman en les remerciant au nom du gouvernement du zèle que, soit les officiers, soit les soldats, ont témoigné pour la défense de la République helvétique.

Il est chargé de pourvoir de la manière la moins onéreuse au canton du Léman à l'entretien des troupes. Il demandera qu'on fasse venir des subsistances de Savoie ou du Pays de Gex pour la troupe française. Il fera connaître aux généraux et au cit. Mangourit l'art. 5 de la stipulation signée à Paris le 8 floréal [27 avril] au nom du Directoire exécutif et qui porte comme suit :

« A compter du 12 floréal [1<sup>er</sup> mai], la République française ne pourra lever ni exiger du gouvernement ou habitants de toutes les parties qui composaient le ci-devant canton de Berne, aucune nouvelle contribution, soit en numéraire, soit en nature. La République française entretiendra dès ce dit jour à ses frais les troupes qui seront dans le ci-devant canton de Berne et si elle use de réquisitions ou si elle réclame la livraison des denrées et effets contenus dans les magasins du canton de Berne, elle payera les objets requis et livrés aux prix qui seront réglés équitablement entre les commissaires de la République française et la Chambre administrative soit en numéraire, soit avec les rescriptions qui auront été fournies par le gouvernement de Berne.

» Pour ce qui est relatif à l'entretien et au casernement des troupes, à partir du dit jour 12 floréal, il sera enjoint aux généraux de se conformer au présent arrangement. »

Toute livraison devant être payée par la République française, il sera tenu des comptes exacts de celles qui pourraient être faites et rien ne sera donné que sur des reçus des commissaires français.

Il sera donné copie de l'art. ci-dessus à la Chambre administrative du canton du Léman.

Le citoyen Perdonnet fils se fera reconnaître en sa qualité de commissaire du pouvoir exécutif partout où besoin sera et en particulier par la Chambre administrative du Valais siégeant à St-Maurice. Il témoignera aux braves troupes du Léman et aux Valaisans du regret du gouvernement de ne pouvoir venir à leur secours par un envoi d'argent proportionné à leurs besoins, mais il leur représentera la pénurie totale du trésor de l'Etat que la guerre a entièrement épuisé. Il fera usage de toutes les ressources locales et du patriotisme des habitants pour suppléer à ce défaut.

A son retour, il passera à Lausanne et se présentera à la Chambre administrative pour lui donner au nom du Directoire des témoignages de son approbation et de son estime.

Il donnera aussi des marques pareilles de satisfaction à la conduite active, sage et ferme du cit. préfet et l'invitera à persévérer.

Il l'informera des sujets les plus propres à la place de préfet dans le Valais.

Il fera exécuter le décret de séquestre sur les biens des congrégations ecclésiastiques.

Il fera dresser un plan des districts à raison de neuf à dix mille âmes sans égards à la division par dizain.

Il tiendra compte de ses débours qui lui seront remboursés.

(AF, fonds de l'Helvétique, vol. 895, pp. 179-181)

### Annexe 3

*Bex, 20 mai 1798. — Perdonnet fils à Polier, préfet du Léman*

Depuis ma dernière écrite de Martigny et à laquelle il ne m'a pas été possible de donner plus tôt une suite, il s'est passé des choses bien satisfaisantes pour mon cœur. Arrivé vendredi matin à Sion, je me suis transporté immédiatement chez le général Lorge, duquel j'ai reçu en ma qualité d'administrateur (seul titre que j'aie cru devoir prendre) l'accueil le plus honnête et le plus gracieux ; pendant un quart d'heure, il m'a entretenu de notre canton auquel il paraît attaché et par diverses réflexions il m'a montré des connaissances et beaucoup d'humanité ; trouvant chez lui de tels sentiments, je ne pouvais que réussir dans l'objet principal de ma mission ; en me fondant sur les besoins de la campagne, sur les conséquences que pourrait avoir le mécontentement excité par ce fréquent appel de nos jeunes gens, surtout sur l'extrême pénurie de notre caisse et enfin sur ce que le sort du Valais ayant été décidé par la victoire de la surveillance, nos troupes lui devenaient inutiles ; je lui en ai demandé le renvoi. Le citoyen Doxat, notre commandant d'artillerie, l'ayant déjà très favorablement disposé à cet égard, il a accédé sur le champ à mes désirs et a de suite donné ses ordres en conséquence au citoyen Clavel qui a dû vous communiquer, soit à la Chambre, la lettre extrêmement obligeante qui les renfermait et dont sans doute l'insertion au bulletin aura été ordonnée.

La conduite du général français a été singulièrement bonne et délicate dans cette affaire. Tous nos Vaudois voulaient marcher et être retenus dans la bataille. Il s'y est refusé pour la majeure partie, en alléguant l'excellente raison que son devoir ne lui permettait pas de laisser battre des frères contre des frères. Cependant il a consenti que toute notre artillerie, ainsi que les mineurs de Mila et les chasseurs carabiniers combattissent à ses côtés. Il a dû ensuite se féliciter de cette condescendance pour ces deux corps puisque, de son propre aveu, ils ont fixé le sort de cette journée. Plein d'admiration et de satisfaction pour nos troupes, le général aurait désiré les garder encore quelque temps auprès de lui ; il croyait leur manquer et leur faire un affront que de les renvoyer le lendemain du combat. Sans doute pour adoucir cette espèce d'affront, il s'était proposé de conserver nos canonniers de la garnison de Lausanne avec une pièce de canon et un obusier. Déjà même ils étaient ren-

dus à Sierre (3 lieues plus loin que Sion) et il avait demandé pour l'accompagner dans le reste du Valais tous les volontaires chasseurs qui le trouveraient agréable. A l'égard des premiers, j'ai insisté sur leur retour. Le général s'est fait un peu pousser, puis il m'a donné sa parole qu'il allait expédier des ordres pour les faire rétrograder. Le général Doxat qui reste avec lui s'est chargé de veiller à ce que cette promesse reçoive promptement son exécution ; à l'égard des chasseurs, je n'ai eu qu'à le préparer à n'en point avoir. Je ne me suis pas trompé. Ils étaient impatients de rentrer dans leurs foyers. D'ailleurs, je vous l'avouerai, les chefs n'ont fait aucune instance ; j'avais cru devoir les y inviter.

Nos officiers généraux ont acquis des droits à l'estime des Français ainsi que cela est honorablement constaté par la lettre incluse de leur chef à l'administration. Veuillez après en avoir pris lecture, la lui faire parvenir.

D'après toutes les dispositions qui ont été faites pour notre retraite, chacun de nous sera chez lui dans trois fois vingt-quatre heures. Les mineurs et chasseurs carabiniers sont déjà sous leurs toits. Les canonniers les ont précédés d'un jour et leurs pièces sont dans nos arsenaux. Le bataillon Desailleux et les quatre compagnies du district de Vevey couchent ici aujourd'hui ; demain lundi nul d'entre eux ne sera sous les armes ; le bataillon Blanchenay passera cette nuit à St-Maurice et filera demain. Il ne restera en arrière que les canonniers de Lausanne dont il est parlé plus haut.

J'ai parlé au général Lorge des subsistances de ses troupes et des bataillons à venir. D'après sa réponse, lui et les trois bataillons reviendront à Berne quand le Valais sera soumis et tranquille, et les autres bataillons qui sont maintenant en passage dans le Léman suivront en Italie par le Simplon et le St-Bernard. Il m'a confirmé que la volonté du Directoire français était qu'il fût chargé de l'entretien de ses troupes, mais il m'a observé que la promptitude de l'arrivée en Valais ne lui ayant pas permis de faire aucune disposition pour les approvisionnements, nous devions y fournir avec l'attention de dresser des états exacts des quantités délivrées, lesquels états nous devons lui envoyer incessamment pour qu'il les signe et les reconnaisse justes afin que nous puissions en être remboursés par le commissaire ordonnateur Rouhière.

Depuis l'occupation de Sion, les Français n'ont rien tiré de l'arrière. Ils se sont nourris sur les lieux et je pense qu'ils continueront de même en se disséminant sur les différents dizains qui se soumettront successivement. Selon toute apparence, nous n'aurons donc plus à fournir qu'aux troupes de passage, et si malheureusement on exigeait que nous fassions de nouveaux envois dans le Haut-Valais, ça se réduirait à peu de chose.

Quand j'ai quitté hier matin à 9 heures cette malheureuse ville de Sion qui a subi un pillage extrême de cinq ou six heures et dans laquelle on ne trouve ni un verre de vin ni un morceau de pain, les dizains de Sion, Sierre, Loèche et Brigue avaient déjà envoyé leurs députés pour faire acte de soumission et même majeure partie de leurs armes en obéissance aux ordres donnés. Le citoyen Mangourit qui exerce dans ce pauvre pays la toute puissance semble oublier qu'il fait pourtant partie de la Suisse. Les emprisonnements se succèdent à toutes les heures ; déjà la ville de Sion avait fourni une trentaine de mille livres-écus à une imposition dite préparatoire de 50 mille écus, soit

cent mille francs. Les habitants sont terrifiés au dernier point. Ils tremblent à la vue d'un Français ; chaque parole du résident est pour eux une sentence et ils obéissent comme un esclave à son maître. Quand j'arrivai, mon collègue annonça maladroitement au comité que j'étais commissaire du Directoire. Aussitôt je suis enveloppé de ses membres qui croient voir dans moi un sauveur, ce qui m'a prouvé combien il serait consolant pour eux et nécessaire à la chose que le Directoire envoyât effectivement quelqu'un chargé de ses pouvoirs ; ce quelqu'un devrait être catholique et d'un assez grand mérite pour pouvoir en imposer à... et tempérer certaines mesures.

Il arrive journellement beaucoup de prisonniers. Chillon en renferme, je crois, au-delà de 200. Lorge m'a dit que c'était à Schauenbourg à prononcer sur leur compte. Il sera par conséquent nécessaire qu'on sollicite auprès de lui leur renvoi aussi promptement que possible. Ils nous coûtent très cher d'entretien et je crains qu'ils ne mettent par leur état affreux de malpropreté une espèce de peste dans le château.

Craignant qu'il ne nous en soit envoyé un plus grand nombre et qu'il ne faille les placer au château d'Aigle, on y a fait demeurer la compagnie des Ormonains pour servir de garnison. J'ai pensé qu'on pourrait tirer parti de cette circonstance pour le réarmement de leurs compatriotes en leur faisant envisager comme un témoignage de satisfaction pour la bonne conduite de cette compagnie qui a eu un homme tué à l'affaire de Sion, plusieurs blessés, entre autres son capitaine Oguey, qui est ici à l'hôpital. Les députés des communes des Ormonts et de Leysin pourraient à jour convenu être invités de se rendre à Aigle. Là, le sous-préfet leur adresserait un discours analogue à la circonstance et propre à nous ramener le cœur de ces gens et leur rendrait contre reçu leurs armes que la susdite compagnie pourrait escorter et ramener en triomphe. Si je parlais et écrivais différemment, j'aurais certainement profité des pouvoirs que vous avez daigné me donner à cet égard et je me serais procuré l'honneur et la satisfaction de faire cette bonne œuvre. Mais cet acte est à mon avis beaucoup trop important pour qu'il ne se fasse pas avec toutes les formes possibles. Je crois même qu'il pourrait convenir au succès moral de cette opération que vous vous transportassiez vous-même à Aigle. Au surplus, citoyen préfet, je vous préviens que je ne prends à cet égard aucune mesure et que j'avise le citoyen Clavel, sous-préfet d'Aigle, que c'est de vous qu'il recevra des ordres.

J'ai reçu hier au soir, au moment de mon arrivée ici, votre dépêche du 18 mai à laquelle la présente répond en partie.

Nos troupes rentrées, ma présence est ici inutile. Aujourd'hui, je rejoindrai ma famille à Vevey, déposerai l'écharpe et les titres dont vous avez bien voulu me revêtir, trop heureux de n'avoir pas fait le mal par mon ignorance pendant le temps de ma mission. A moins que les circonstances ne changent, mon remplacement n'est pas nécessaire.

Votre lettre aux habitants du Haut-Valais est d'un style tel qu'il le fallait, je crois, pour produire sur eux quelque effet pendant le temps de leur égarement. Mais aujourd'hui je la juge superflue. La plus grande partie du pays insurgé est entièrement soumis et désarmé et le reste suivra selon toute apparence. D'ailleurs pour la faire parvenir à sa destination il faudrait

nécessairement qu'elle passât par les mains des Français, conséquemment par celles du général, par celles du résident qui, j'en suis bien sûr, l'arrêterait, ne fût-ce que pour ne pas partager avec personne l'honneur d'avoir réduit et pacifié le pays. Leurs moyens sont au surplus si différents des vôtres pour arriver à ce but ! Je vous les renvoie donc, ces deux lettres, citoyen préfet, pour éviter à vous, à moi et à mon pays une nouvelle humiliation.

Le retour de nos troupes satisfait pleinement à la demande de congé que vous m'avez faite pour un soldat.

Plein d'estime et de considération pour vous, citoyen préfet, j'ai l'honneur de vous saluer fraternellement et de cœur.

P.S. Veuillez m'accuser réception de cette lettre à Vevey.

(AF, fonds de l'Helvétique, vol. 895, pp. 253-260)

#### Annexe 4

*Vevey, 30 mai 1798. — Perdonnet au Directoire helvétique*

J'ai l'honneur de vous confirmer ma dépêche du 25 courant. Elle vous accusait réception des vôtres des 19 et 21 courants, vous remerciait de la confiance que vous m'aviez témoignée en me déférant les pouvoirs de votre commissaire auprès du Valais, vous indiquait les motifs puissants qui m'empêchaient de remplir cette éminente fonction, vous invitait à y appeler quel qu'un d'autre dans le plus bref délai possible et vous faisait enfin un tableau de la position du Valais et du canton du Léman, accompagné de réflexions dont la franchise ne peut être excusable (j'en fais le sincère aveu) que par égard à la nature des circonstances qui les ont provoquées et qui m'ont fait un devoir de les placer sous vos yeux. Ce qui s'est passé depuis cette lettre écrite, les renseignements qui me sont parvenus du Valais, vient encore à l'appui de ce que je vous ai dit, Citoyens Directeurs, sur l'urgente nécessité de prendre incessamment des mesures efficaces pour que le passage des troupes françaises soit moins considérable, moins fréquent, plus régulier, même proportionné aux ressources alimentaires du pays et à la grandeur des communes appelées à les loger, pour que le général Schauenbourg donne des ordres si positifs à son armée que l'on puisse sans danger pour sa vie refuser les rations de vin qui ne sont pas dues et les chevaux que réclame impérieusement chaque officier à qui l'envie prend de se faire traîner. Cette charge de chevaux surtout dans un pays de vignobles qui en fournit très peu est peut-être une des plus pesantes. On est forcé de la faire peser sur la campagne et elle y excite un degré de mécontentement qui, joint à d'autres motifs, me fait redouter des conséquences funestes. Il faut aussi que le général français, par obéissance à la volonté du Directoire siégeant au Luxembourg, par humanité, par justice enfin, fournisse à ce canton les moyens de faire exécuter l'article 5<sup>e</sup> de la stipulation passée à Paris en nous envoyant des commissaires

des vivres avec lesquels on puisse s'aboucher et prendre de tels arrangements que nous ne soyons pas exposés, comme jusqu'à présent cela paraît inévitable, à ne jamais être remboursés, faute à ce qu'ils diront et prétendront de pièces en règle. Il me semble que l'esprit de l'article précité est que ce seront les agents français qui pourvoiront aux besoins de la troupe en faisant eux-mêmes et par avance des marchés avec des fournisseurs, le tout à la décharge des cantons, communes et particuliers.

La misère du Valais est aujourd'hui à son dernier période. Haut et Bas ne possèdent plus rien ; l'habitant est lui-même à la ration ; bien plus, il se nourrit de ce que le soldat veut bien lui céder sur la sienne.

Dans ce moment je reçois, Citoyens Directeurs, votre pli du 27 courant m'ordonnant de faire mettre en état d'arrestation par l'entremise du préfet tous ceux convaincus d'avoir trempé dans cet affreux pillage dénoncé avec tant de force dans ma lettre du 25. Sans doute, Citoyens Directeurs, il serait nécessaire de punir exemplairement les malheureux qui se sont rendus coupables d'un crime à nos yeux si atroce ; mais les moyens m'en paraissent difficiles à trouver. On a pillé ; le fait est constant ; il l'est de même que plusieurs Vaudois se sont distingués dans cet acte de brigandage. Mais pour appliquer une peine, il faut préalablement pouvoir désigner nominativement celui qui doit la supporter et pour cela il faut aussi pouvoir *prouver* sa culpabilité ; cela est absolument impossible. Nous n'avons point de procès-verbaux du délit, car qui est-ce qui aurait pu les dresser puisque les chefs, les officiers ont été les premiers à donner l'exemple ? Il résulte à mon avis de cet état de choses que vos intentions, toutes bonnes, toutes justes qu'elles soient, ne peuvent être remplies par le moyen que vous m'avez indiqué et quand on voudrait l'employer et passer sur les dangers et frapper des innocents, je ne sais comment l'autorité s'y prendrait, dans un moment où l'autorité n'est malheureusement qu'une ombre lorsqu'il s'agit de faire des actes de rigueur. Je crois donc, Citoyens Directeurs, qu'un message aux Conseils dans lequel vous lui donneriez officiellement connaissance de cet indigne égarement de nos frères (sans cependant provoquer à aucune mesure répressive), qu'une proclamation suffirait pour arriver à votre but. Croyez, Citoyens Directeurs, que la honte d'être signalés à la nation tout entière, par leurs propres représentants, sera pour eux un châtiment plus pénible à supporter que quelques jours de prison. Au surplus, je donne par ce courrier copie littérale de votre lettre au préfet du canton du Léman.

D'ailleurs, Citoyens Directeurs, si en vous dénonçant le crime j'ai rempli mon devoir, tout pénible qu'il était alors, je vais aussi le remplir, mais d'une manière bien plus analogue à mes sentiments, bien plus satisfaisante pour mon cœur, en vous annonçant que la commune de Vevey, compatissante aux maux qu'ont éprouvés les habitants de Sion, jalouse de se laver de la honte qu'avaient fait rejaillir sur elle tout entière quelques individus sortis de son sein, brûlante du désir de se rapatrier avec le Valais, vient d'ordonner une collecte à laquelle on procède à l'instant même et dont le produit devra être réparti entre les indigents de Sion qui ont le plus souffert des derniers événements. Citoyens Directeurs, pardonnez-moi un sentiment d'égoïsme, une minute de faiblesse. Si vous instruisez les Conseils que les Vaudois ont souillé les lauriers qu'ils avaient cueillis tandis qu'ils auraient dû au contraire les



baaigner de leurs larmes, qu'ils sachent aussi qu'il est parmi eux des exceptions à faire, qu'il est des citoyens humains, qu'ils connaissent la conduite de Vevey.

J'ai l'honneur de vous saluer, Citoyens Directeurs, avec les sentiments d'un profond respect et d'une parfaite fraternité.

(AF, fonds de l'Helvétique, vol. 895, pp. 307-309)

## Annexe 5

*Aarau, juin 1798. — Le Directoire exécutif à Perdonnet*

Le Directoire exécutif, à la lecture de vos deux lettres des 5 et 30 mai, a senti vivement combien est exagérée la modestie qui fait que vous vous estimez inférieur à la commission importante dont il vous avait chargé. Votre activité, vos talents, votre patriotisme lui auraient rendu des services essentiels ; votre humanité aurait adouci les maux inévitables de la guerre et peut-être le malheureux Valaisan réconcilié à la cause de la liberté constitutionnelle aurait béni un jour le Directoire helvétique et vous.

Citoyen, le Directoire vous accorde la démission que vous lui demandez. Il vous l'accorde avec un vif regret. Ce que vous avez fait lui est un garant de ce que vous auriez fait dans la suite si des circonstances impérieuses ne vous avaient pas arraché à la patrie. Vos réflexions sur la situation actuelle de la Suisse, votre douleur sur les maux qui l'écrasent et ceux que l'avenir lui fait prévoir ont trouvé des cœurs profondément affligés. Le Directoire gémit avec vous ; il gémit surtout du poids du régime militaire qui lui ôte les moyens d'essuyer tant de larmes.

Il est reconnaissant du dévouement avec lequel vous vous êtes présenté à l'affront que le résident voulait faire rejaillir sur la nation et le gouvernement helvétique. La position était délicate et il n'y avait que le patriotisme le plus pur qui pût [s'] en tirer.

Le Directoire a réclamé pour cette insulte non pas auprès des agents français en Suisse mais auprès du Directoire français lui-même. En attendant, un autre commissaire va partir chargé des fonctions et des pouvoirs pour lesquels on vous avait réservé. Il portera aussi quelques faibles secours, tels que la pénurie de la caisse publique a pu les fournir.

Le Directoire a appelé l'attention du Corps législatif sur l'exemple généreux que la commune de Vevey a donné à toute l'Helvétie. Il l'a invité en même temps à généraliser au moyen d'une proclamation les secours dont la malheureuse ville de Sion a un si pressant besoin.

Citoyen administrateur, le Directoire vous assure de sa reconnaissance et de la sincérité de son salut républicain.

(AF, fonds de l'Helvétique, vol. 895, pp. 311-312)